

Témoignage de Burestop55, CEDRA52 et Lorraine Nature Environnement

Bruxelles, Parlement européen, 05 février 2020

Depuis 1987, en France, sous la pression de milliers d'habitants, l'Etat a dû abandonner une vingtaine de sites pressentis pour l'enfouissement des déchets nucléaires à haute et moyenne activité à vie longue. Tout est centré aujourd'hui sur Bure, avec **Cigéo** qui avance à coup de millions d'euros corrompeurs, de mensonges sur la dangerosité du projet et de répression grandissante.

Ce que nous avons entendu aujourd'hui, nous le dénonçons depuis trois décennies.

Il faut impérativement tirer le bilan, avant qu'il ne soit trop tard, de ces années de coûteuses recherches qui aboutissent à une même conclusion. La sûreté du stockage géologique est impossible à garantir, à court et à long terme. **Le projet Cigéo est dans une impasse : trop risqué, trop cher, prématuré, irréversible, inacceptable au présent comme au futur.**

La question de la gestion de ces déchets reste donc entière.

Le legs du nucléaire est d'une immense complexité, l'ensevelir serait d'une inconséquence folle. Il est encore temps de ne pas lancer nos pays sur une voie sans marche arrière possible, insupportable financièrement pour les générations à venir. De nouvelles pistes de recherche émergent. Elles doivent conduire l'Europe à revoir sa copie en matière de gestion "définitive" si imprudemment avancée dans les années 1970. Il est impératif de créer d'urgence une commission de travail sur le sujet, associant des experts indépendants et des ONG. En attendant, il faut améliorer le stockage de longue durée sur les sites de production.

Pour notre part nous refusons catégoriquement la mutation de notre territoire en un gigantesque dépôt atomique à très hauts risques pour nous mais aussi pour l'Europe toute entière, juste pour servir l'illusion que la filière électronucléaire est viable, que de nouvelles générations de réacteurs sont encore possibles. L'évidence est là. L'incapacité de la filière électronucléaire à gérer ses propres déchets impose une sortie irrévocable du nucléaire, assortie d'un plan européen de réorientation des politiques énergétiques. Il en va de notre responsabilité collective : cessons d'aggraver un héritage déjà si menaçant pour nos enfants !